

Ecrit par le 20 avril 2026

Sans Transition ! à Malaucène, Quand l'eau se fait démocratie



Après plusieurs rencontres organisées en Vaucluse, le cycle porté par le média engagé [Sans Transition !](#) se poursuit avec un 3e opus consacré à la '[démocratie de l'eau](#)'. Une réflexion de fond, portée notamment par son directeur de publication [Julien Dezécot](#), qui interroge la gouvernance d'une ressource devenue critique. Il s'agit du projet « Les pieds dans l'eau », une conférence-débat avec [Sophie Gosselin](#), Docteure en philosophie, se tiendra le 17 avril à 18h à [Malaucène](#), intitulée : « Construire la démocratie de l'eau ». Un temps fort offert grâce au soutien du [Programme Leader](#), en partenariat avec [le Parc Naturel régional du Mont-Ventoux](#), la Ville de [Malaucène](#) et la [Fondation Macif](#). Infos et réservation [ici](#).

Comment partager une ressource vitale sous tension ? C'est la question au cœur de la rencontre « Construire la démocratie de l'eau », nouvelle étape d'un cycle engagé sur le territoire. L'initiative

Ecrit par le 20 avril 2026

s'inscrit dans une dynamique plus large portée par le média Sans transition !, qui milite pour une approche territoriale et participative des grandes transitions.

L'eau, enjeu démocratique

Derrière le concept, une idée forte : faire de l'eau un bien commun réellement débattu, partagé et gouverné collectivement. Une nécessité dans un contexte de tensions croissantes entre usages agricoles, industriels et domestiques, exacerbées par le changement climatique. Cette rencontre, avec Sophie Gosselin, prolonge une série d'événements déjà ancrés dans le territoire vauclusien. À Mazan notamment, un colloque d'envergure avait réuni scientifiques, élus et acteurs locaux autour d'un constat sans appel : « le système de l'eau est en crise », entre raréfaction des ressources et dégradation de leur qualité. Dans un autre temps fort, la question de la sobriété hydrique avait également été mise au cœur des échanges, soulignant la nécessité de repenser en profondeur les usages et les modèles de gestion.

[Colloque à Mazan : « L'eau, une urgence vitale » - Comprendre, partager, préserver](#)

Du constat à la participation citoyenne

Cette demande d'associer le citoyen aux décisions portant sur la sauvegarde et la distribution de l'eau rejoint des réflexions plus larges sur la gouvernance de l'eau en France, où les dispositifs existent mais peinent parfois à équilibrer les intérêts entre acteurs économiques, collectivités et société civile. L'enjeu ? Il est de mieux répartir une ressource de plus en plus rare et de redonner une légitimité démocratique aux arbitrages. Dans cette perspective, la notion de « démocratie de l'eau » fait des territoires des lieux d'expérimentation collective, où les solutions émergent au plus près des réalités locales.

Un territoire observé par les experts et scientifiques

Le Vaucluse, marqué par des épisodes de sécheresse récurrents et une pression accrue sur les nappes phréatiques, apparaît comme un terrain particulièrement révélateur. Longtemps considérée comme abondante, la ressource s'avère aujourd'hui fragile, obligeant à repenser les équilibres. L'eau n'est plus seulement une question technique ou environnementale, mais un sujet profondément politique et sociétal.

Une pédagogie du débat

À travers ces rencontres, Sans transition ! joue un rôle de médiateur entre savoirs scientifiques, décisions publiques et attentes citoyennes. Une ligne éditoriale fidèle à l'ADN du média, qui se définit comme un acteur du débat territorial, « du local au global ». L'ensemble de ces études et réflexions entrepreneuriale et citoyennes oeuvrent à éviter que la crise de l'eau ne se transforme en crise sociale. L'eau n'est plus une ressource stable. Elle devenue un facteur de tension, d'adaptation et de transformation des territoires. En Vaucluse comme ailleurs, la question n'est plus de savoir si la gestion de l'eau doit évoluer, mais comment, sur quels critères et avec qui.

Ecrit par le 20 avril 2026

[Sobriété en eau : des solutions au cœur du débat](#)

Les chiffres de l'eau en Vaucluse

Près de 171 millions de m³ : volume total d'eau prélevé en 2021 dans le Vaucluse (79 millions dans les nappes, 92 millions dans les cours d'eau) ;

86%, c'est la part de ces prélèvements destinée à l'agriculture, loin devant l'industrie (13%) et les usages domestiques (1%).

De -10 à -30 %, c'est la baisse attendue des ressources en eau d'ici 2050 sous l'effet du changement climatique.

Les nappes sont souvent basses : notamment dans des secteurs comme Cavaillon ou la moyenne Durance, régulièrement en déficit.

L'eau, une ressource contrastée : abondante en apparence avec le Rhône, la Durance et la Sorgues, mais très dépendante des cycles climatiques et des prélèvements.

Des sécheresses récurrentes rythmées par des épisodes de chaleur et de déficit de pluie marqués à l'exception, bien entendue, de cette année qui s'est révélée particulièrement pluvieuse.

Le Vaucluse n'est pas un territoire 'sans eau', mais un territoire où la pression sur la ressource devient structurelle, entre agriculture intensive, croissance démographique et changement climatique.

Les infos pratiques

Troisième opus du projet « Les pieds dans l'eau », après les rencontres avec Charlène Descollonges puis Freddy Rey, cette nouvelle conférence-débat avec Sophie Gosselin, Docteure en philosophie et autrice, est proposée le vendredi 17 avril à 18h à Malaucène. Intitulée : Construire la démocratie de l'eau, Sophie Gosselin sera interviewée par Sans transition! lors d'un grand entretien, suivi d'échanges avec les entreprises, associations, collectivités et citoyens du territoire. Parmi lesquels : Jacques V. Paget, représentant de France Nature Environnement Vaucluse à la commission consultative des usagers du syndicat Rhône Ventoux, Magali Jameux, chargée de mission eaux et rivières au Parc du Luberon et animatrice du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du Calavon-Coulon, ainsi que le collectif citoyen de l'eau d'Avignon. Inscription [ici](#).

Mireille Hurlin

Innovation & souveraineté, thème des 3èmes

Ecrit par le 20 avril 2026

Journées de la Naturalité à Avignon



« Plus de 200 invités, experts, chercheurs, industriels, tous acteurs de la filière du végétal, ont répondu à notre invitation. » Ainsi commence le mot d'accueil de [Jean-François Gonidec](#), président d'[Innov'Alliance](#), organisateur de ces [Journées de la Naturalité](#). « Elles sont un espace où les enjeux climatiques deviennent des opportunités d'innovation et de compétitivité. »

Parmi les partenaires, le [Département de Vaucluse](#), la [Ville d'Avignon](#), le [Grand Avignon](#), la [Région Sud](#) dont la vice-présidente [Bénédicte Martin](#) a insisté sur la nécessité de souveraineté avec une réduction des intrants et un droit de manger sain. « Entre la raréfaction des ressources, les tensions du marché, les impératifs de survie écologique comme économique s'imposent à nous, dans le respect de la biodiversité.

Ecrit par le 20 avril 2026

La naturalité n'est pas une option mais un impératif », a ajouté Jean-François Gonidec.

Invités également l'[INRAE](#), [Vaucluse Provence Attractivité](#), [Arko Pharma](#), le [Natura Parc](#) d'Entraigues, [Aroma-Zone](#) de Cabrières d'Avignon, les hauts-alpins [Acanthis](#) et [OvinAlp](#) et l'entreprise de cosmétique [L'Occitane](#), basée à Manosque depuis exactement 50 ans (1976).

La France, 1er pays agricole d'Europe

Et c'est [Arnaud Montebourg](#), ancien ministre de l'économie, entrepreneur engagé pour la souveraineté industrielle, qui a lancé ces Journées de la Naturalité. Après avoir fait son miel dans l'entreprise [Bleu Blanc Ruche](#), il s'est investi dans la création de la [Compagnie des Amandes](#) qu'il préside.

Il a regretté que la France ne mette pas assez en valeur ses innovations que nous envie le monde entier. « Il faut absolument protéger nos intérêts, c'est fondamental. Nous sommes le 1er pays agricole d'Europe, retirons-en la plus-value. Nous devons nous imposer et choisir nos dépendances au lieu de les subir. Il y a 10 ans, notre balance commerciale était excédentaire avec 10Mds, aujourd'hui elle est en déficit. On est leader des céréales, on les exporte en Italie qui nous revend les pâtes à prix d'or. Pareil pour les pommes de terre produites dans le Nord de la France que nous achète à bas prix la Belgique à qui on achète cher frites et chips. »

« Nous devons reconquérir des milliers d'hectares pour retrouver notre indépendance alimentaire. »

Arnaud Montebourg

Arnaud Montebourg a aussi dénoncé l'abandon des terres en friches. « Nous devons reconquérir des milliers d'hectares, les remettre en culture pour retrouver notre indépendance alimentaire. Pourquoi je me suis lancé dans l'amande? Ce n'est pas une idée farfelue. On en importe 90% pour répondre à nos besoins estimés à 49 000 tonnes en France. Nous avons commencé par planter 230 hectares dans l'est varois. Six ans plus tard, nous en sommes à 7 000 hectares que nous fédérons avec des petits producteurs indépendants qui travaillent avec nous. C'est pareil pour les filières de l'huile d'olive, du houblon, des plantes aromatiques et médicinales que nous pouvons relancer chez nous. Le problème c'est par exemple pour la bière que l'Allemagne peut utiliser des molécules qui sont interdites en France, il faut changer la loi. J'ai aussi rencontré à Avignon le DG de [McCormick](#), [Arnaud Ronssin](#) pour les herbes Ducros. Nous recherchons des opérateurs pour planter 600 ha. En horticulture aussi, nous avons nombre de serristes qui souffrent du coût de l'énergie gazière, mais pourquoi ne pas investir dans la géothermie ? »

Ecrit par le 20 avril 2026



Arnaud Monteblanc. ©Innov'Alliance

Une absence de stratégie en France ?

Il poursuit : « Le problème c'est que la France fait du zèle avec une surreprésentation des normes qui joue contre notre développement économique, sans parler du lobbying de certains, de l'absence de stratégie. Il faut *'débureaucratiser l'administration'* sans porter atteinte à la santé humaine. Que la molécule contre le rongeur ne tue pas l'abeille. » Alors qu'il y a plus de 700 chercheurs de l'INRAE en Vaucluse, l'ancien ministre rappelle qu'il n'y a pas assez de recherche sur de nouvelles variétés qui résistent à la canicule, à la maladie, qui sont économes en eau. « On ne répond pas assez aux besoins de l'économie agricole. Il est impérieux de remettre en marche l'innovation ».

« Il est nécessaire de faire bouger les lignes. Ensemble, on peut déplacer des montagnes. »

Arnaud Monteblanc

Ecrit par le 20 avril 2026

Arnaud Montebourg ne mâche pas ses mots sur les financeurs frileux. « Ce sont des *'tableurs Excel sur pattes'*. Ils ne s'intéressent qu'au retour sur investissement à court terme. Nous avons mis plusieurs années pour sortir la tête de l'eau avec les amandes, maintenant, ça roule. Nous allons sans doute relancer la framboise. La France est lanterne rouge dans le peloton européen (4 500 tonnes sur 600 ha), alors que la consommation explose. Ce n'est pas une lubie, il est nécessaire de faire bouger les lignes, ensemble, on peut déplacer des montagnes. La France est son propre procureur, elle doit devenir son laudateur, croire en elle, son talent, sa force d'innovation et avancer ».

3e édition des Journées de la Naturalité

Le programme est copieux pendant ces Journées de la Naturalité. Avec des tables rondes sur 'Le biomimétisme et l'Intelligence du vivant', 'La Bio-inspiration »avec une chimie verte, inspirée de la nature, de la mémoire des savoirs anciens', mais aussi 'La fermentation'.

Tout cela pour relier l'innovation scientifique, la performance économique et la résilience des filières végétales face au changement climatique, la raréfaction des ressources et la souveraineté alimentaire.

Ecrit par le 20 avril 2026



© Innov'Alliance

Alerte au risque de gel sur les cultures en

Ecrit par le 20 avril 2026

Vaucluse



Afin de lutter contre les risques de gel sur les cultures en Vaucluse, la préfecture autorise provisoirement l'utilisation des dispositifs antigel dans les exploitations agricoles.

Au regard de la situation météorologique et des phénomènes de gels prévisibles pour les prochaines nuits, la préfecture de Vaucluse vient de prendre un arrêté dérogatoire « à l'interdiction d'emploi du feu est accordée par le préfet aux exploitants agricoles afin de protéger les cultures contre le gel ».

L'arrêté préfectoral du 30 janvier 2013, modifié le 7 février 2018, interdit l'emploi du feu entre 8h30 et 16h30 (10h et 15h30 dans la zone d'application du plan de protection de l'atmosphère de l'unité urbaine d'Avignon). Par ailleurs, l'emploi du feu à moins de 200 mètres des bois et forêts est soumis à autorisation préfectorale du 1er mars au 15 avril.

Cependant, compte-tenu de la situation météorologique actuelle, les exploitants agricoles bénéficient d'une dérogation leur permettant d'utiliser des dispositifs antigel à flamme près des bois et forêts, en

Ecrit par le 20 avril 2026

dehors des horaires habituels fixés par l'arrêté du 30 janvier 2013 modifié.

Cette dérogation s'applique du 26 mars 2026 à 22 heures, au 2 avril 2026 à 8 heures du matin.

Les appareils stables de type bougies, chaufferettes, brûleurs à propane ou équivalents sont les seuls autorisés à être utilisés. Cette mise en œuvre n'est possible que si le vent n'est pas supérieur ou égal à 40 km/h (rafales comprises) et sous surveillance active des exploitants agricoles.

L.G.

L'Abeille Rousse : un nouveau mode de pollinisation

Ecrit par le 20 avril 2026



Dans un contexte de déclin des insectes en raison notamment du changement climatique, la SCIC [L'Abeille Rousse](#) a décidé d'innover en proposant des abeilles solitaires pour la pollinisation en agriculture notamment. Elle fournit également du matériel adapté avec un accompagnement aux agriculteurs.

« Nous travaillons depuis des décennies sur la pollinisation. Paul Bonnafé, Martin Perigault et moi-même avons une grande expérience dans ce domaine. Nous nous sommes attardés sur les abeilles osmies qui ont la caractéristique d'être solitaires, contrairement aux abeilles domestiques vivant en ruches et fabriquant le miel », explique [Jean-Marc Cheyrias](#), président et directeur de la SCIC L'Abeille Rousse, fondée en 2024. Le siège l'entreprise se trouve dans les locaux loués à la CoVe, [Mon premier bureau](#), au Marché-gare de Carpentras.

Depuis 2018, l'association L'Abeille Rousse propose un service de pollinisation par les osmies qui a fait ses preuves auprès d'un large réseau d'agriculteurs, de partenaires et d'experts. Conformément à ses

Ecrit par le 20 avril 2026

engagements lors de sa création et forte de ce réseau qui a contribué à sa réussite sur le terrain, l'association a créé une SCIC, juridiquement plus adaptée à ses activités économiques. Ce statut a permis de fédérer usagers, salariés, partenaires, experts et citoyens dans un projet alliant efficacité économique, développement local et utilité sociale face aux problématiques de la pollinisation liées à la chute des populations des insectes pollinisateurs et à la nécessaire adaptation des services de pollinisation au changement climatique.



La SCIC a créé un concept pour héberger les abeilles solitaires. ©Olivier Muselet / L'Echo du Mardi

Une SCIC en développement

La SCIC a 38 sociétaires : des usagers convaincus, des partenaires impliqués comme [Pom'Évasion](#), [Pink Lady Europe](#), [Cerises Lazare](#), la [Compagnie des amandes](#), [RAGT](#), [Koppert France](#) et les [Dorloteurs d'abeilles](#). Elle comporte trois salariés : le directeur, une ingénieure agronome et un ouvrier. En plus du siège à Carpentras, elle a un laboratoire à Pernes-les-Fontaines et dans l'Yonne. Son projet est de

Ecrit par le 20 avril 2026

proposer ses services sur le tout pour le territoire national.

Différents services proposés

« Nous proposons aux agriculteurs des cocons, des abris et des nichoirs et formons leur équipe à la gestion de cette étape-clé qu'est la pollinisation. Nous avons ainsi la ferme volonté de contribuer à l'acquisition de nouvelles connaissances en matière de pollinisation. La SCIC a aussi pour mission de sensibiliser à la biodiversité. Nous intervenons ainsi dans les entreprises et les écoles. Nous sommes actuellement en contact avec le [Parc naturel régional du Ventoux](#) qui est intéressé par notre démarche », explique Jean-Marc Cheyrias.



Des réunions de sensibilisation sont organisées auprès du monde agricole. ©Olivier Muselet / L'Echo du Mardi

L'avantage de cette abeille solitaire est d'avoir un effet pollinisateur beaucoup plus fort. L'estimation de son effet a été mesurée : 8 fois plus importantes qu'une abeille grégaire. Elle travaille à des températures plus basses et sort par tous les temps, du matin au soir.

« Contrairement au concept actuel qui fournit aux arboriculteurs des usines à insectes dans un bac, nous

Ecrit par le 20 avril 2026

proposons un système complètement différent beaucoup plus écologique. Notre projet très innovant est de rendre à terme les agriculteurs autonomes dans la multiplication des osmies chez eux. »

Pourquoi L'Abeille Rousse ?

Une abeille sélectionnée par la SCIC : *Osmia cornuta*.

Il s'agit d'une abeille solitaire parmi les 800 à 900 espèces répertoriées en France métropolitaine.

Ses qualités : rapide, robuste, plus de pollen, facile à relâcher, fidèle à sa parcelle.

Elle agit en synergie avec l'abeille sociale domestique pour plus de résilience

Agriculture concernée :

- arboriculture dans le Val de Loire
- cassis de Bourgogne
- amandes
- cerises
- abricots
- pommes-poirs

Chiffres :

- Chiffre d'affaires 2026 : 200 000 €
- 300 ha agricoles couverts par ce concept en France dont 70 ha dans la Vaucluse

La Chambre d'agriculture de Vaucluse entend renforcer sa position auprès des agriculteurs dès 2026

Ecrit par le 20 avril 2026



La [Chambre agriculture de Vaucluse](#) a présenté son nouveau projet stratégique pour la période 2026-2030. Un projet qui s'articule autour de trois ambitions : l'accompagnement, la diversification, ainsi que la sécurisation de l'eau.

« Accompagner, diversifier, sécuriser l'eau. » Ce sont les ambitions du nouveau plan stratégique du réseau des Chambres d'agriculture pour ces prochaines années. Un projet pour accompagner les agriculteurs face aux mutations économiques, climatiques et sociétales.

En Vaucluse, un département où la filière agricole constitue l'un des principaux secteurs d'activité, ce projet a du sens. Il a été co-construit avec les Chambres d'agriculture, les partenaires et les agriculteurs dans le but de répondre aux préoccupations des agriculteurs, anticiper les évolutions de l'agriculture, structurer et prioriser les actions du réseau, mobiliser l'expertise collective des Chambres, mais aussi évaluer l'impact des actions menées afin d'améliorer les dispositifs d'accompagnement.

Se rapprocher davantage des agriculteurs

La Chambre d'agriculture de Vaucluse souhaite se « redynamiser », comme le dit Sophie Vache, présidente de la Chambre, pour répondre au mieux aux attentes des agriculteurs. Pour ce faire, le nouveau plan stratégique se base sur trois principes : sécuriser les projets des agriculteurs du début à la fin, créer de la valeur dans les filières tout en contribuant à la souveraineté alimentaire, et positionner les Chambres d'agriculture comme un réseau reconnu, efficient et central dans

Ecrit par le 20 avril 2026

l'accompagnement des exploitations.

Ainsi, la Chambre vauclusienne va opter pour une transformation interne avec, entre autres, la mise en place de conseillers référents pour chaque agriculteur pour faciliter les échanges et le suivi des exploitations, la proposition d'un accompagnement en faveur de la transition climatique, la mise en place de temps d'échanges avec les élus locaux et les citoyens autour des enjeux agricoles, une formation plus poussée des agriculteurs, etc. « L'objectif est de proposer un accompagnement plus global, plus lisible et plus réactif », explique la Chambre d'agriculture de Vaucluse.

Diversifier les activités

Aussi, la Chambre entend accompagner les exploitants dans leur diversification pour leur permettre de sécuriser leurs revenus et de préparer l'avenir. « Il ne s'agit pas de changer de métier, mais d'encourager les exploitations à développer, lorsque c'est possible, un atelier complémentaire », explique Jordan Charransol, vice-président de la Chambre d'agriculture de Vaucluse. Cette diversification passe par les différentes cultures possibles, des activités complémentaires comme l'agritourisme, l'agrivoltaïsme ou encore la méthanisation.

Les agriculteurs souhaitant plus d'informations peuvent se tourner vers le Point Accueil Diversification (PAD), un dispositif mis en place en Vaucluse qui propose un premier rendez-vous gratuit. Ce dispositif permet aux agriculteurs de présenter leur projet de diversification d'être orientés vers les dispositifs et partenaires adaptés, mais aussi d'être accompagné au mieux.

Sécuriser l'eau

Dans un département qui fait face à de nombreux épisodes de sécheresse chaque année, l'eau constitue un enjeu majeur pour le monde agricole, surtout dans un contexte de changement climatique et de tensions croissantes sur la ressource.

De cette réflexion est né le projet HPR (Hauts de Provence Rhodanienne), qui concerne 81 communes réparties dans le Nord du Vaucluse et le Sud de la Drôme. Ce projet s'appuie sur trois principes : la sobriété et l'efficacité en termes de consommation d'eau, le recours à des ressources moins fragiles sans compromettre leur équilibre, ainsi que l'approche collective.

Le stand du Vaucluse 'coup de cœur' du salon

Ecrit par le 20 avril 2026

de l'agriculture 2026



[Le stand du département de Vaucluse](#) vient d'obtenir le prix du coup de cœur du jury lors du salon de l'agriculture 2026 qui vient de s'achever au parc des expositions de Paris.

L'espace de 138m² mettant en valeur les produits et les producteurs de Vaucluse a été distingué par [Syrpa](#), le réseau des communicants agricoles rassemblant près de 400 professionnels de la communication en agriculture, alimentation et environnement.

Ce Syrpa'wards 2026, seul prix officiel permettant de distinguer le travail de communication lors du salon de l'agriculture, a été aussi décerné au Vaucluse par [Valérie Le Roy](#), directrice du Salon International de l'agriculture, et Jérôme Despey, président du [Ceneca](#) (Centre national des expositions et concours agricoles) ainsi que du Salon de l'agriculture.

Ecrit par le 20 avril 2026



Ecrit par le 20 avril 2026



Ecrit par le 20 avril 2026



« Les agriculteurs, ce n'est pas le problème. C'est la solution »

Ecrit par le 20 avril 2026

(Vidéo) Magasins de producteurs : la force du local en action



En Provence-Alpes-Côte d'Azur, 17 magasins fédérés par un réseau régional défendent une autre façon de consommer : des produits fermiers vendus directement par ceux qui les cultivent ou les élèvent. Un modèle économique structuré, qui génère près de 20M€ de chiffre d'affaires annuel et dont l'impact sur les territoires dépasse largement l'acte d'achat.

Tensions sur les marchés agricoles mondiaux, volatilité des prix et les crises climatiques interrogent durablement sur notre souveraineté alimentaire. Pourtant, une autre voie s'ouvre entre la grande distribution et la vente à la ferme : celle des magasins de producteurs. En région Provence-Alpes-Côte d'Azur, ils sont aujourd'hui 17 à être réunis au sein du Réseau des magasins de producteurs Paca, créé en 2016.

Une gouvernance 100% agricole

Le principe ? Eradiquer les intermédiaires. Les magasins sont gérés collectivement par des agriculteurs,

Ecrit par le 20 avril 2026

qui en assurent l'approvisionnement et participent à la commercialisation. Fruits et légumes de saison, viandes, fromages, œufs, miels, vins, huiles d'olive, jus, conserves... L'offre reflète la diversité agricole régionale, de la plaine de la Crau aux vergers du Vaucluse, des collines varoises aux alpages des Hautes-Alpes.



Copyright RMP Paca

Traçabilité des produits

Ce modèle repose également sur la transparence de l'origine des produits, l'approvisionnement étant exclusivement issu d'exploitations de la région ou des départements limitrophes (hors opérations ponctuelles), avec, en creux, une gouvernance collective. Le magasin devient ainsi un outil économique partagé plutôt qu'un simple point de vente.

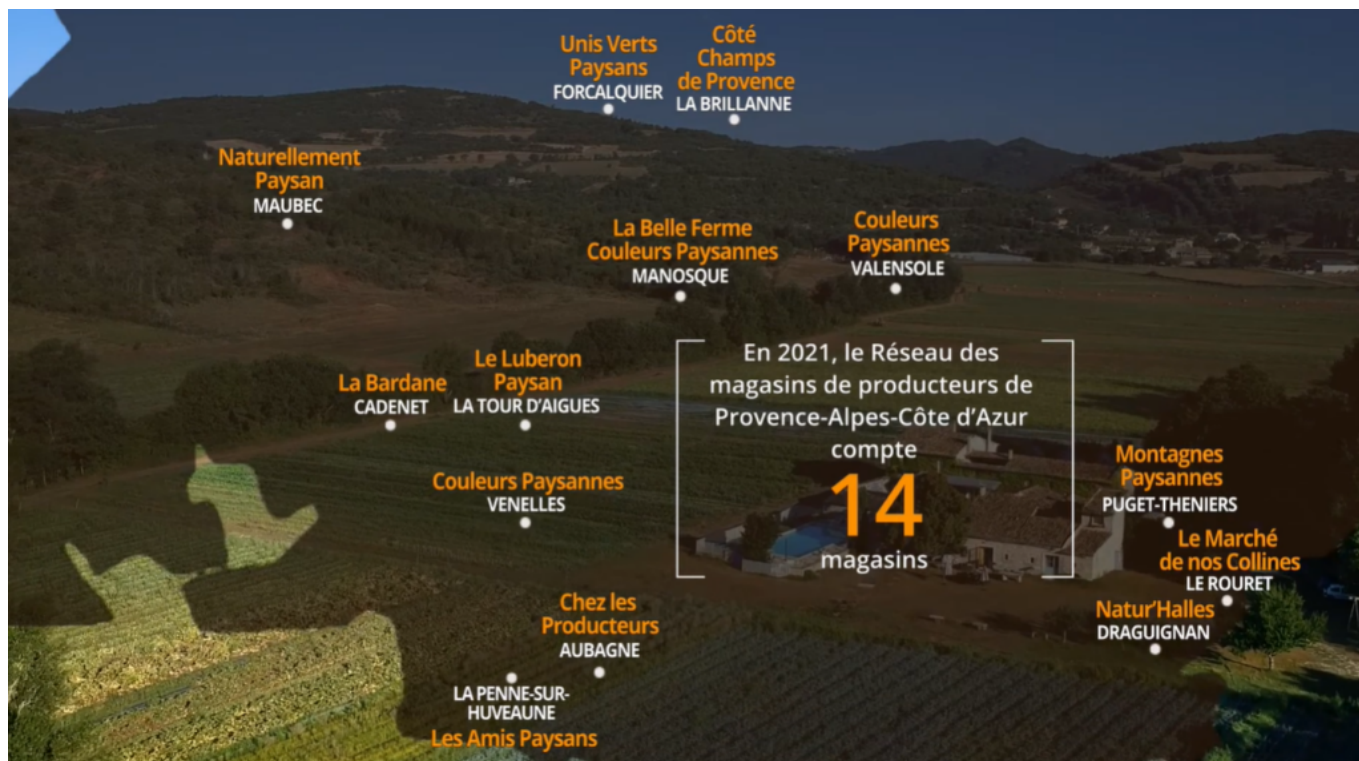
Une alternative crédible aux circuits traditionnels

Si la vente directe ne représente pas la totalité de la consommation alimentaire des ménages, elle progresse régulièrement. Selon le ministère de l'Agriculture, près d'un agriculteur sur cinq, en France, pratique aujourd'hui la vente en circuit court, signe d'une évolution structurelle du modèle agricole.

Valoriser les produits agricoles

Pour les producteurs, il est question de mieux valoriser leurs produits et de sécuriser leur revenu en maîtrisant la chaîne, de la production à la mise en rayon. Pour les consommateurs, le bénéfice est double : fraîcheur et saisonnalité, mais aussi compréhension du prix payé. Le dialogue avec le producteur redonne du sens à l'acte d'achat, où la traçabilité est devenue une exigence sociétale.

Ecrit par le 20 avril 2026



Copyright RMP Paca

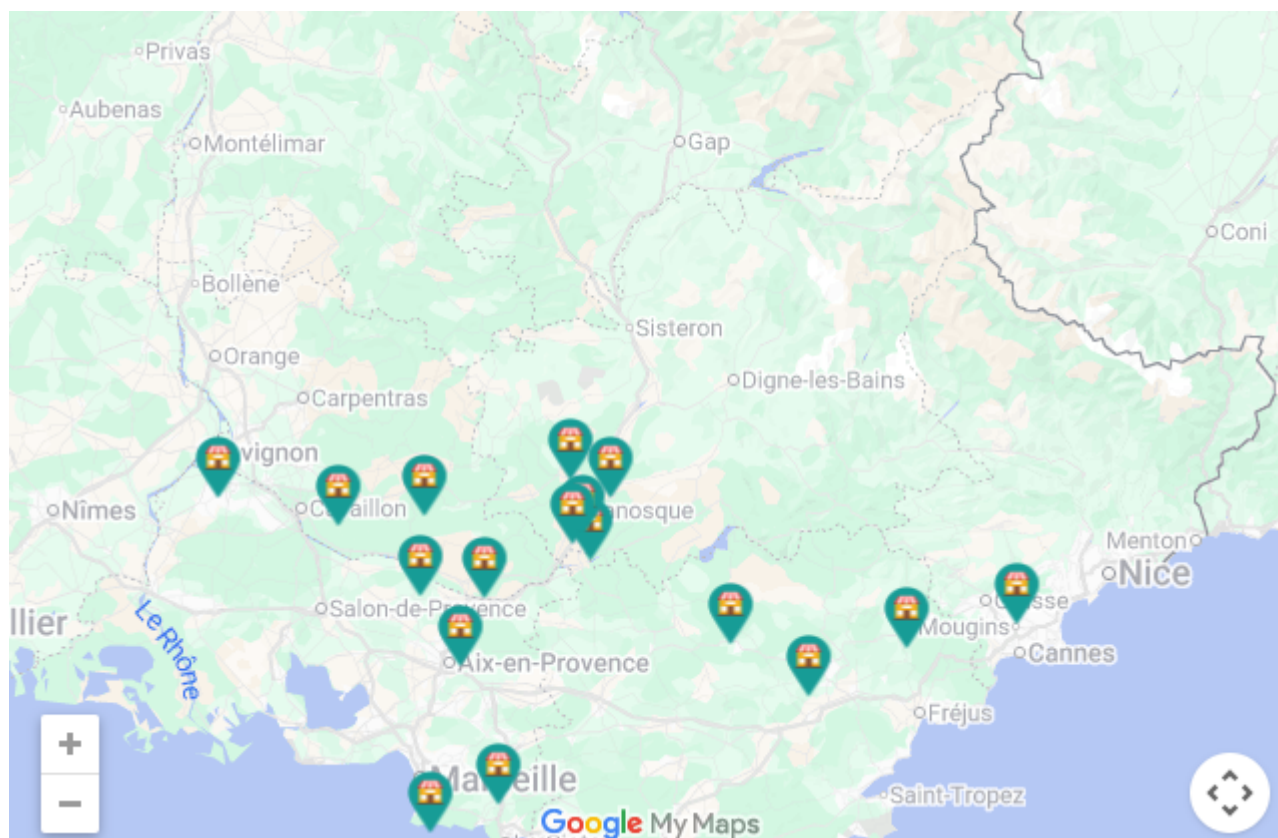
Un effet multiplicateur sur l'économie locale

Egalement, l'impact économique devient mesurable. Une étude conduite par l'[Inrae](#) (Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement.) et le réseau [Trame](#) démontre que chaque euro dépensé dans un magasin de producteurs génère entre 2 et 2,5€ de retombées économiques dans un rayon de 30 kilomètres. L'argent circule localement : rémunération des exploitants, salaires des employés, achats de fournitures, investissements agricoles.

Plus de 350 exploitations

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, le réseau fédère environ 350 exploitations, soit près de 500 agriculteurs. En 2025, le chiffre d'affaires cumulé des magasins atteint environ 20M€. Ces structures, d'une surface moyenne de 165 m² (de 50 à 300 m²), emploient une quarantaine de salariés. Un maillage encore modeste à l'échelle régionale, mais significatif pour des territoires ruraux confrontés à la fragilité économique et à la pression foncière.

Ecrit par le 20 avril 2026



Copyright RMP Paca

Un outil de structuration régionale

Le réseau régional ne se limite pas à une bannière commune. Il accompagne les magasins sur les plans juridique, technique et économique, propose des formations en partenariat avec Trame, favorise les échanges d'expériences et assure une promotion collective auprès du grand public. Cette agriculture protéiforme nourrie de viticulture, d'arboriculture, de maraîchage, d'élevage ovin et caprin, contribue à maintenir une diversité productive et à consolider les exploitations face aux aléas des marchés internationaux.

Les produits d'ici

Consommer dans un magasin de producteurs n'est plus seulement privilégier le 'produit d'ici'. C'est participer à une organisation économique qui relocalise la valeur, soutient l'emploi agricole et commercial, et redonne aux producteurs un rôle central dans le paysage alimentaire régional. Finalement, le modèle apparaît moins comme une alternative marginale que comme un laboratoire grandeur nature d'une économie territoriale réinventée.

Retrouver les magasins de producteurs [ici](#).

Sources & pour en savoir plus : <https://www.magasinsdeproducteurspaca.fr> et (20+) [Facebook](#) et <https://www.calameo.com/books/007536190a26256e41bb1> et <https://www.quechoisir.org/carte-interactive-circuit.../>) et [Mesurer l'impact économique des magasins de](#)

Ecrit par le 20 avril 2026

[producteurs - Réseau des Magasins de Producteurs Provence-Alpes-Côte d'Azur](#)

Mireille Hurlin

« Les agriculteurs, ce n'est pas le problème. C'est la solution »



A l'occasion de la 62^e édition du Salon international de l'agriculture de Paris, le Département de Vaucluse a décidé de réinventer son espace 2026 afin de mieux promouvoir la richesse et la diversité de son agriculture aux nombreux visiteurs de l'événement. Un concentré de Vaucluse qui n'empêche les responsables politiques locaux de rester vigilants sur les enjeux concernant

Ecrit par le 20 avril 2026

L'avenir de la filière et son impact majeur dans le département.

Après les années à thèmes comme la lavande ou le miel, la création d'une boutique 'La Vauclusienne', ou bien encore le décor d'une place de village provençal, le stand du Département de Vaucluse du salon de l'agriculture a pris l'apparence, cette année de halles des saveurs. Un nouvel espace réinventé de 138m² qui fait la part belle aux produits de Vaucluse, à ses savoir-faire et à son art de vivre.

Pour cela, 'ce concentré éphémère de Vaucluse' édifié en plein cœur du parc des expositions de Paris du 21 février au 1^{er} mars prochain a pu s'appuyer sur ses partenaires habituelles comme [la Chambre d'agriculture de Vaucluse](#), [le Comité de promotion des produits de Vaucluse](#) mais aussi, pour la partie touristique, [Vaucluse Provence Attractivité](#).

Dans cette ambiance de marché couvert, de nouvelles têtes sont aussi venues faire rayonner le Vaucluse en 2026 : Raphaël Vannelle et son incontournable sirop Pac Citron de [la distillerie Blachère](#) à Châteauneuf-du-Pape, la vente de la traditionnelle soupe au pistou ainsi que de la restauration provençale avec Pierrick et Sandrine Martin, des démonstrations avec [Johannes Richard](#) le champion du monde 2023 de burger...

Côté vignoble, ce sont les appellations des vignerons de Plan-de-Dieu, Sablet, Massif d'Uchaux et Sainte-Cécile-les-Vignes qui se sont partagées l'animation des dégustations du bar à vin de l'espace Vaucluse.

Ecrit par le 20 avril 2026



Le Stand du Vaucluse. Crédit : L'Echo du mardi/Laurent Garcia

Dans le même temps une quinzaine de producteurs se succèdent, tous les 2 ou 3 jours, afin de présenter et proposer leurs produits aux nombreux visiteurs. En contact direct, les agriculteurs, viticulteurs, apiculteurs, distillateurs et chefs cuisiniers partagent ainsi des moments privilégiés avec le public de gourmets ou les simples curieux.

« Le Salon de l'agriculture est une opportunité essentielle pour faire connaître au plus grand nombre la diversité de notre agriculture, mais aussi le travail quotidien des agriculteurs qui font vivre nos territoires », précise Sophie Vache, présidente de la Chambre d'agriculture de Vaucluse.

De son côté, Nicolas Berger, président du Comité de promotion des produits du Vaucluse, souligne « l'importance de cette présence collective pour valoriser les filières, renforcer leur visibilité et affirmer l'identité agricole du Vaucluse auprès du grand public. »

Ecrit par le 20 avril 2026



Ecrit par le 20 avril 2026



Ecrit par le 20 avril 2026



Ecrit par le 20 avril 2026

Le premier département agricole de Paca

Il faut dire qu'avec plus d'un milliard d'euros de chiffre d'affaires annuel généré par ses 'paysans', le Vaucluse est comme un poisson dans l'eau dans ce salon de l'agriculture 2026. Premier département agricole de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur en termes de surface, de chiffres d'affaires et de volume de production, le Vaucluse est couvert à près de 40% par des terres agricoles. Il est le 1^{er} producteur national de cerise, de raisin de table et d'essence de lavande ainsi que le 2^e producteur de pomme et de vin AOP. Il regroupe également de nombreuses IGP (Indication géographique protégée) comme le Melon de Cavaillon et la cerise Côteaux du Ventoux, des AOP (Appellation d'origine protégée) comme celles de l'huile essentielle de lavande et du muscat du Ventoux ou bien d'AOC (Appellation d'origine contrôlée) comme le cru de Châteauneuf-du-Pape ou bien encore les vins du Luberon et du Ventoux.

Par ailleurs, l'agriculture vauclusienne compte près de 12 000 emplois et se positionne en 8e position des départements français en termes de production bio avec 38 100 ha en agriculture biologique, soit un tiers de ses surfaces agricoles. A cela s'ajoute les industries agroalimentaires qui emploient environ 4 500 salariés. Inutile de dire qu'avec un tel poids, le Vaucluse joue à domicile au salon de l'agriculture. Pour autant, le ciel n'est pas entièrement dégagé pour le secteur et les élus sont là pour le rappeler.



Crédit : L'Echo du mardi/Laurent Garcia

Ecrit par le 20 avril 2026

« Aujourd’hui, c’est notre souveraineté alimentaire qui est menacée. »

Dominique Santoni, présidente du Conseil départementale de Vaucluse

Tout n’est cependant pas rose dans le ciel de nos agriculteurs et Dominique Santoni, présidente du Conseil départementale venue inaugurer le stand du Vaucluse s’en inquiète : « 2026, c’est une année un peu particulière car il y a une crise agricole qui perdure. Aujourd’hui, c’est un salon qui est un peu moins joyeux. Avant il n’y avait plus de volailles, désormais il n’y a plus de bovins. Cela marque un véritable signal d’alarme qui dit beaucoup des difficultés que rencontrent nos agriculteurs. Avec des exploitations de plus en plus menacées et des agriculteurs qui risquent de perdre leur travail. Et, au-delà, c’est notre souveraineté qui est menacée, alors qu’il est primordial que nous puissions nourrir nos populations avec des produits de qualité bénéficiant de la meilleure traçabilité. »

Dominique Santoni insiste : « le coût de la souveraineté alimentaire que l’on perd aujourd’hui sera encore plus lourd demain si on ne fait pas quelque chose maintenant. »

Ecrit par le 20 avril 2026



Le stand des sirop Pac Citron Fun blue de [la distillerie Blachère](#) de Châteauneuf-du-Pape a rencontré un franc succès. Crédit : L'Echo du mardi/Laurent Garcia

Une responsabilité collective

« La France dispose de la meilleure sécurité alimentaire du monde, complète Christian Mounier, vice-président du Conseil départemental et président de la commission agriculture-eau-alimentation. Si nous perdons notre autonomie alimentaire, nous allons devoir importer des produits qui sont conçus avec des produits phytos interdits ici et qui constituent en plus de la concurrence déloyale en matière de coût de production. Dans les années 60, le Vaucluse c'était le jardin de l'Europe, aujourd'hui on importe au quotidien pour nourrir nos administrés. Il faut aussi anticiper les conséquences sur la santé que pourront avoir les consommation de ces produits venus d'ailleurs. »

Ecrit par le 20 avril 2026

« On sait que le consommateur regarde son portefeuille, reconnaît la présidente du Conseil départemental, mais je crois qu'il y a une vraie responsabilité collective à rétablir notre souveraineté alimentaire. Il faut que tout le monde s'y mette pour que les agriculteurs puissent recevoir un revenu correct de leur production. Pour cela, peut-être faut-il travailler pour que les consommateurs puissent accéder à toutes les productions en circuit court et les productions locales. »

L'agriculture dans l'ADN du Vaucluse

Si l'agriculture est l'un des secteurs les plus importants du département, Christian Mounier rappelle qu'elle participe également à la bonne santé d'autres activités vitales pour l'économie vauclusienne. « Il y a un équilibre entre agriculture et tourisme. L'un ne va pas sans l'autre, explique-t-il. Avant, il n'y avait aucune friche sur notre territoire. La moindre parcelle de quelques centaines de mètres carrés était exploitée. Maintenant, on a des dizaines de milliers d'hectares qui sont en friche en Vaucluse. Malgré nos dispositifs de soutien, nous manquons d'agriculteurs parce qu'ils ne vivent plus de leur travail. Il y a donc un vrai problème de rentabilité, non pas pour faire fortune, mais pour seulement gagner décemment sa vie. Si à terme nous avons une agriculture en perdition, je ne vois pas ce que viendront faire les touristes dans des friches. Donc, si on a une problématique de tourisme, c'est qu'on aura une agriculture en très grande difficulté. Pour nous, ce sont donc deux piliers indispensables pour lesquels le Département fait beaucoup d'efforts en termes de promotion et de soutien de toutes les filières. »



Dominique Santoni. Crédit : DR

Ecrit par le 20 avril 2026

« Il y a un équilibre entre agriculture et tourisme. L'un ne va pas sans l'autre. »

Christian Mounier, vice-président du Conseil départemental et président de la commission agriculture-eau-alimentation

Si à cela on rajoute les problématiques liées au changement climatique, aux aléas météorologique, à la gestion de l'eau... l'avenir du secteur reste incertain. Dans l'urgence, le Département a débloqué une enveloppe annuelle de 100 000€ afin d'aider les agriculteurs à surmonter la crise viticole. Le Conseil départemental a aussi accompagné la création [de la maison des producteurs à Monteux](#) et espère que l'initiative, mettant directement en lien les producteurs avec les consommateurs, rencontrera un succès pérenne auprès des consommateurs.

« Les agriculteurs ce n'est pas le problème. Les agriculteurs c'est la solution », insiste Dominique Santoni.

L.G.



Bénédicte Martin (au centre), vice-présidente vaclusienne de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, en charge de l'Agriculture, de la viticulture, de la ruralité et du terroir et François de Canson, Vice-Président

Ecrit par le 20 avril 2026

de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, en charge du développement économique, de l'attractivité, du tourisme et de la prévention ont inauguré le stand de la Région Sud au Salon International de l'Agriculture, aux côtés notamment d'Eliane Barreille, Présidente du Département des Alpes de Haute-Provence, Charles Ange Ginesy, Président du Département des Alpes-Maritimes, Dominique Santoni, Présidente du Département de Vaucluse et Jean-Louis Masson, président du Département du Var. Crédit : Régis Cintas-Flores

Les grands dossiers de la Chambre d'agriculture de Vaucluse pour 2026



[La Chambre d'agriculture de Vaucluse](#) vient d'organiser une présentation consacrée aux perspectives de l'agriculture vauclusienne à l'horizon 2026. L'occasion pour la Chambre de réaffirmer sa détermination à soutenir les agriculteurs, à porter leurs enjeux et à continuer de les accompagner face aux défis à venir, en lien étroit avec ses partenaires institutionnels.

Ecrit par le 20 avril 2026

Cette rencontre a permis à la Chambre d'agriculture, par la voix de sa présidente Sophie Vache et de son secrétaire général [Thierry Vaute](#), de présenter ses orientations et priorités, aux côtés de [Bénédicte Martin](#), vice-présidente de la Région Sud, et de Christian Mounier, vice-président du Département de Vaucluse.

La présidente de la Chambre d'agriculture Sophie Vache a rappelé la volonté de l'établissement consulaire de renforcer son accompagnement économique, en complément de l'expertise technique, avec trois priorités majeures :

- ramener de la trésorerie sur les exploitations
- développer davantage de projets structurants
- mieux accompagner les agriculteurs dans leurs choix stratégiques et économiques

Un soutien sans faille du Département et de la Région

Du côté du Département, Christian Mounier a confirmé le maintien d'un soutien financier fort à la Chambre d'agriculture, à travers une convention annuelle de 315 000€, destinée à soutenir ses actions et celles des agriculteurs. Il a notamment mis en avant le dispositif Graines d'avenir, qui a permis d'accompagner 81 jeunes agriculteurs depuis 2018, pour un montant total de 328 500€, dont 60 000€ mobilisés en 2025. Le Département poursuit également son engagement en faveur de la reconquête des friches agricoles, avec 50 000 € budgétés, ainsi que ses actions pour favoriser l'approvisionnement local dans la restauration collective.

Représentant la Région Sud, Bénédicte Martin, a pour sa part souligné la gravité de la crise viticole, tout en rappelant les dispositifs régionaux existants, notamment un budget de 800 000€ dédié à la recherche, à l'expérimentation et à la promotion. La Région souhaite également renforcer l'accompagnement à la professionnalisation de la commercialisation et à l'export, avec un soutien ciblé pour une quinzaine de structures par an. Les enjeux liés à la PAC (Politique agricole commune) après 2027 et à l'évolution de ses financements ont également été abordés.

Le secteur de la viticulture dans le dur

Face aux difficultés rencontrées par la viticulture, le Département a annoncé l'ouverture d'un budget spécifique de 100 000€ dédié à la diversification, avec une priorité donnée aux jeunes agriculteurs. « C'est un vrai crève-cœur de savoir qu'on va avoir 20% de viticulteurs qui arrêtent, parmi ceux qui demandent l'arrachage. Mais il faut surtout se dire qu'on a 80% des viticulteurs qui veulent cette opportunité pour rebondir, réorganiser leur entreprise, et pour envisager l'avenir. » Une orientation pleinement partagée par la Chambre d'agriculture de Vaucluse, qui s'est engagée dans cette voie avec la mise en place du [Point Accueil Diversification](#) et l'organisation d'un premier forum dédié, réunissant de nombreux porteurs de projets.

Ecrit par le 20 avril 2026

« Pour que le projet HPR débouche, il faut qu'on y aille tous. ».

Bénédicte Martin, vice-présidente de la Région Sud

Les échanges ont également porté sur les enjeux hydrauliques, avec plusieurs projets structurants en cours sur le territoire, notamment le projet HPR et sur la nécessité d'une mobilisation collective des collectivités, des intercommunalités et des agriculteurs. « Ce n'est pas qu'une question de paysans. Ce sont vos territoires ruraux, des zones d'activités économiques à ciel ouvert. Pour que le projet HPR débouche, il faut qu'on y aille tous », rappelle Bénédicte Martin.

L.G.